



Département de la Savoie  
Commune de Cognin (73)

## **Modification simplifiée n°4 du PLU**

Notice explicative

Dossier pour Mise à disposition du public du au 2018,

<b>CADRE REGLEMENTAIRE – NOTE DE PRESENTATION GENERALE .....</b>	<b>3</b>
CONTEXTE ET OBJET DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°4.....	3
PROCEDURE REGLEMENTAIRE.....	3
COORDONNEES DU MAITRE D’OUVRAGE DU PLU .....	3
TEXTES REGISSANT LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU .....	4
DEROULEMENT DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE N°4 DU PLU .....	6
DECISIONS POUVANT ETRE APPORTEES A L'ISSUE DE LA MISE A DISPOSITION.....	6
<b>MOTIVATION GENERALE, OBJECTIF ET MODIFICATIONS APPORTEES .....</b>	<b>7</b>
MODIFICATION DE L’ARTICLE UM - 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES .....	8
MODIFICATION DE L’ARTICLE UM - 12 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D’AIRES DE STATIONNEMENT.....	9
AUTORISATION DES EXTENSIONS DES CONSTRUCTIONS D’HABITATION EXISTANTES EN ZONE UE.....	11
MODIFICATION DES PLANS D’ORIENTATION D’AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP) ET DES DOCUMENTS GRAPHIQUES SUR L’ECOQUARTIER VILLENEUVE .....	12
TABLEAU D’EVOLUTION DES SURFACES .....	18
<b>EVALUATION DES INCIDENCES SUR L’ENVIRONNEMENT ET COMPATIBILITE AVEC LE SCOT DE METROPOLE SAVOIE .....</b>	<b>18</b>
EVALUATION DES INCIDENCES SUR L’ENVIRONNEMENT .....	18
COMPATIBILITE AVEC LE SCOT METROPOLE SAVOIE.....	18

## **CADRE REGLEMENTAIRE – NOTE DE PRESENTATION GENERALE**

### **Contexte et objet de la modification simplifiée n°4**

Le PLU de la commune de Cognin a été approuvé le 3 octobre 2006. Il a fait l'objet de deux modifications et de trois modifications simplifiées, la dernière approuvée le 10 mars 2015.

La commune de Cognin souhaite aujourd'hui procéder à une modification simplifiée de son PLU afin de :

- permettre la réalisation de restaurants et de modifier le ratio de stationnement en zone Um,
- permettre l'extension des constructions d'habitation existantes en zone Ue
- tenir compte de l'évolution des études et des projets sur la ZAC du Coteau.

### **Procédure règlementaire**

Le champ d'application de la procédure de modification simplifiée est défini aux articles L.153-45 à L.153-48 du code de l'urbanisme.

Dans ce cadre, le Plan local d'urbanisme peut faire l'objet d'une procédure de modification simplifiée lorsque la modification :

- ne majore pas de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- ne diminue pas les possibilités de construire ;
- ne réduit pas la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

Conformément à l'article L. 153-47 du code de l'urbanisme, le projet de modification simplifiée est mis à la disposition du public pendant 1 mois.

### **Coordonnées du Maître d'ouvrage du PLU**

Monsieur le Président  
Chambéry métropole – Cœur des Bauges  
106, allée des Blachères  
73026 Chambéry cedex

Des informations relatives au projet de modification simplifiée n°4 du PLU peuvent être demandées auprès du Président de Chambéry métropole – Cœur des Bauges - 106, allée des Blachères - 73026 Chambéry cedex.

## Textes régissant la procédure de modification simplifiée du PLU

### Article L153-36

Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article [L. 153-31](#), le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.

### Article L153-37

La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification.

### Article L153-41

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- 4° Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du présent code.

### Article L153-45

Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article [L. 153-41](#), et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article [L. 151-28](#), la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.

### Article L153-47

Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles [L. 132-7](#) et L. 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Ces observations sont enregistrées et conservées. Les modalités de la mise à disposition sont précisées, selon le cas, par l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition. Lorsque la modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse qu'une ou plusieurs communes, la

mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes. A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

#### **Article L153-48**

L'acte approuvant une modification simplifiée devient exécutoire à compter de sa publication et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles [L. 2131-1](#) et [L. 2131-2](#) du code général des collectivités territoriales.

#### **Article R153-20**

Font l'objet des mesures de publicité et d'information prévues à l'article R. 153-21 : 1° La délibération qui prescrit l'élaboration ou la révision du plan local d'urbanisme et qui définit les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation. Il en est de même, le cas échéant, de l'arrêté qui définit les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation lors de la modification du plan local d'urbanisme ; 2° La délibération qui approuve, révisé, modifie ou abroge un plan local d'urbanisme ; 3° Le décret ou l'arrêté prononçant la déclaration d'utilité publique prévue à l'article [L. 153-58](#) ; 4° La décision ou la délibération prononçant la déclaration de projet ainsi que la délibération ou l'arrêté mettant le plan en compatibilité avec la déclaration de projet dans les conditions prévues à l'article L. 153-58 ; 5° La délibération qui approuve la modification ou la révision du plan local d'urbanisme ainsi que l'arrêté mettant le plan en compatibilité en application de l'article [L. 153-53](#).

#### **Article R153-21**

Tout acte mentionné à l'article R. 153-20 est affiché pendant un mois au siège de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et dans les mairies des communes membres concernées, ou en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Il est en outre publié : 1° Au Recueil des actes administratifs mentionné à l'[article R. 2121-10 du code général des collectivités territoriales](#), lorsqu'il s'agit d'une délibération du conseil municipal d'une commune de 3 500 habitants et plus ; 2° Au Recueil des actes administratifs mentionné à l'[article R. 5211-41 du code général des collectivités territoriales](#), s'il existe, lorsqu'il s'agit d'une délibération de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale comportant au moins une commune de 3 500 habitants et plus ; 3° Au Recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département, lorsqu'il s'agit d'un arrêté préfectoral ; 4° Au Journal officiel de la République française, lorsqu'il s'agit d'un décret en Conseil d'Etat. Chacune de ces formalités de publicité mentionne le ou les lieux où le dossier peut être consulté. L'arrêté ou la délibération produit ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités prévues ci-dessus, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

## Déroulement de la procédure de modification simplifiée n°4 du PLU

- La procédure de modification simplifiée n°4 a été engagée par arrêté n° 2017-119A du 5 décembre 2017 du Président de l'agglomération de Chambéry Métropole - Cœur des Bauges.
- Le projet est notifié au Préfet et aux personnes publiques associées (présidents du conseil régional, du conseil départemental, de Chambéry métropole, de Métropole Savoie, de la Chambre de commerce et d'industrie, de la Chambre des métiers, de la chambre d'agriculture et du PNR de Chartreuse).
- La mise à disposition du dossier est organisée conformément aux modalités définies dans la délibération du conseil communautaire du 14 décembre 2017.

Le dossier de projet de modification simplifiée n°4, l'exposé des motifs et le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées seront mis à disposition du public pendant un mois du au inclus au siège de Chambéry métropole - Cœur des Bauges et en mairie de Cognin aux jours et heures habituels d'ouverture. Le dossier sera également consultable sur le site internet de Chambéry métropole - Cœur des Bauges dans la rubrique documents d'urbanisme <http://www.chambery-bauges-metropole.fr/1428-plan-local-d-urbanisme-de-cognin.htm>.

Des registres permettant au public de consigner ses observations seront ouverts au siège de Chambéry métropole - Cœur des Bauges et en mairie de Cognin. Ces observations seront enregistrées et conservées.

Chacun pourra également faire part de ses observations par écrit auprès de Chambéry métropole - Cœur des Bauges à l'adresse suivante : Chambéry métropole - Cœur des Bauges - 106, allée des Blachères 73026 Chambéry cedex, ou par mail à [enquete.publique-plu@chambery-bauges-metropole.fr](mailto:enquete.publique-plu@chambery-bauges-metropole.fr).

Le dossier est également consultable sur le site internet de Chambéry métropole - Cœur des Bauges : <http://www.chambery-bauges-metropole.fr/1428-plan-local-d-urbanisme-de-cognin.htm>

## Décisions pouvant être apportées à l'issue de la mise à disposition

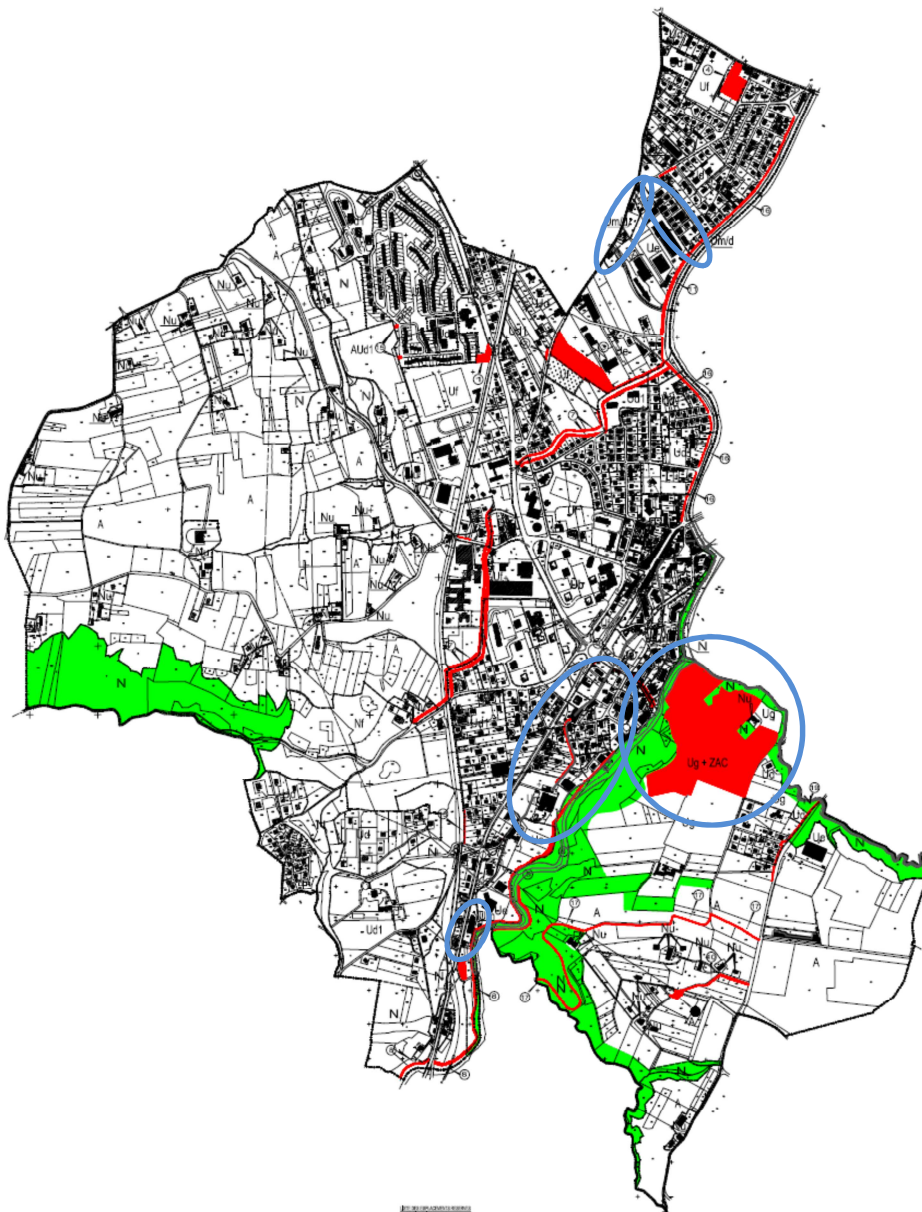
A l'issue de la mise à disposition, le président de Chambéry métropole – Cœur des Bauges présente le bilan de la mise à disposition devant le Conseil communautaire qui en délibère et adopte le projet de modification simplifiée n°4 du PLU de Cognin, éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

## MOTIVATION GENERALE, OBJECTIF ET MODIFICATIONS APORTEES

La modification simplifiée n°4 du PLU doit permettre :

- la réalisation de restaurants et de modifier le ratio de stationnement en zone Um,
- l'extension des constructions d'habitation existantes en zone Ue
- de tenir compte de l'évolution des études et des projets sur la ZAC du Coteau.

### Localisation des secteurs modifiés



## Modification de l'article Um - 2 – Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Les zones Um recouvrent les parties de la commune qui disposent d'une mixité de fonctions : habitat et activités.

Ces zones comprennent des habitations de faible densité ou sous forme de petits immeubles collectifs, des activités artisanales et/ou commerciales, ainsi que les équipements, activités et services qui les accompagnent.

Afin de permettre la réalisation de restaurants dans ces zones destinées à accueillir une mixité de fonctions, il est proposé de modifier l'article Um 2 (Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières).

Il est donc proposé la modification suivante (les ajouts apparaissent surlignés en jaune dans le texte) :

### Rédaction actuelle de l'article Um 2

#### ARTICLE Um 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

**Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :**

1. Les installations doivent correspondre à des activités nécessaires à la vie et à la commodité des habitants et ne doivent entraîner aucune incommodité pour le voisinage.
2. Les constructions autorisées ne doivent présenter aucun risque de nuisance ni compromettre la stabilité des sols.
3. Les établissements artisanaux sont autorisés sous réserve qu'ils soient compatibles avec le caractère de la zone et qu'ils ne présentent pas de danger ou d'inconvénient pour le voisinage.
4. Le commerce et la vente des produits doivent être directement liés à l'activité artisanale, exercés dans le même volume et être minoritaires en surface.

### Rédaction modifiée de l'article Um 2

#### ARTICLE Um 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

**Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :**

1. Les installations doivent correspondre à des activités nécessaires à la vie et à la commodité des habitants et ne doivent entraîner aucune incommodité pour le voisinage.



2. Les constructions autorisées ne doivent présenter aucun risque de nuisance ni compromettre la stabilité des sols.
3. Les établissements artisanaux sont autorisés sous réserve qu'ils soient compatibles avec le caractère de la zone et qu'ils ne présentent pas de danger ou d'inconvénient pour le voisinage.
4. Le commerce et la vente des produits doivent être directement liés à l'activité artisanale, exercés dans le même volume et être minoritaires en surface. **Les restaurants sont autorisés dans la zone sous réserve de ne pas entraîner d'incommodité pour le voisinage.**

## Modification de l'article Um - 12 – Obligations en matière de réalisation d'aires de stationnement

Les zones Um recouvrent les parties de la commune qui disposent d'une mixité de fonctions : habitat et activités.

Afin d'adapter le règlement aux particularités des résidences étudiantes et aux besoins en matière de stationnement des étudiants, il est proposé de modifier l'article Um 12 et de limiter l'exigence à 1 place pour véhicule automobile par tranche de 2 logements.

Il est donc proposé la modification suivante (les ajouts apparaissent surlignés en jaune dans le texte) :

### ARTICLE Um 12 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

1. Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques dans des parkings de surface ou des garages.

Le calcul du nombre de places pour les véhicules automobiles et les vélos est établi à partir de la Surface de Plancher (SP) totale de l'opération et ramenée à l'arrondi le plus proche.

2. Il est exigé :

#### 2.1 Pour les constructions à usage d'habitation :

1 place pour véhicule automobile par tranche de 40m<sup>2</sup> de SP, avec un minimum de 2 places par logement pour les logements de plus de 25m<sup>2</sup> de SP.

#### Pour les résidences étudiantes :

**1 place pour véhicule automobile par tranche de 2 logements.**

Pour le stationnement des vélos :

1 (ou plusieurs) local ou emplacement clos, couvert et ajouré extérieur avec un accès à niveau ou un plan incliné, avec dans tous les cas, une surface minimum de 1,50 m<sup>2</sup> par tranche de 65 m<sup>2</sup> de SP, des éléments fixes pour l'attache des cadres et une alimentation électrique.

Pour toute opération à partir de 5 logements ou 5 lots :

- dans le cas d'un local ou emplacement collectif, il devra présenter une surface minimale de 9 m<sup>2</sup>, respectant les prescriptions ci-dessus ;
- un minimum de 2 arceaux à vélos extérieurs devra être disposé à proximité des entrées collectives desservant plusieurs logements.

**2.2** Pour les constructions à usage commercial :

1 place pour véhicule automobile par tranche de 15m<sup>2</sup> de SP.

**2.3** Pour les constructions à usage de bureaux :

1 place pour véhicule automobile par tranche de 25m<sup>2</sup> de SP.

**2.4** Pour les établissements artisanaux et leurs entrepôts :

1 place pour 40 m<sup>2</sup> de SP.

**2.5** Pour les restaurants et les hôtels :

1 place pour 5 m<sup>2</sup> de salle de restaurant

1 place pour 1 chambre d'hôtel

Ces places ne sont pas cumulatives pour les hôtels-restaurants.

**2.6** Pour les résidences hôtelières

1 place par logement

**2.7** Pour les équipements publics ou d'intérêt collectif :

Le nombre de places de stationnement (voitures et cycles) sera défini en fonction de l'accessibilité, du public concerné, et du fonctionnement particulier de l'équipement.

**2.8** La règle applicable aux constructions ou établissements non prévus est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.

## Autorisation des extensions des constructions d'habitation existantes en zone UE

Les zones Ue correspondent à des zones d'activités ayant un caractère industriel, commercial ou artisanal. Toute construction d'habitation y est interdite. Ces zones couvrent néanmoins quelques bâtiments d'habitation dont la construction est antérieure à l'approbation du PLU en 2006.

Afin de permettre l'évolution des constructions d'habitation existantes dans les zones économiques, il est proposé d'en autoriser l'extension, dans la limite de 30 m<sup>2</sup> de surface de plancher non renouvelable.

Il est donc proposé la modification suivante (les ajouts et modifications apparaissent surlignés en jaune dans le texte) :

### ARTICLE Ue 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

**Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :**

1. L'habitat est autorisé dans **deux-trois** cas :
  - soit s'il s'agit d'un logement de fonction ne dépassant pas 30m<sup>2</sup> de SP. Celui-ci sera réalisé dans le volume de l'activité,
  - soit s'il est nécessaire et lié aux besoins d'un établissement à vocation sociale ou médico-sociale.
  - **soit s'il s'agit d'une construction à usage d'habitation existante à la date de l'approbation du PLU (le 03.10. 2006). Dans ce cas, l'extension de cette construction est autorisée à la condition qu'elle n'excède pas 30 m<sup>2</sup> de surface de plancher non renouvelable.**
2. Les constructions autorisées ne doivent présenter aucun risque de nuisance ni compromettre la stabilité des sols.
3. Le commerce et la vente des produits doivent être directement liés à l'activité artisanale, exercés dans le même volume et être minoritaires en surface.

## Modification des Plans d'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) et des documents graphiques sur l'écoquartier Villeneuve

La commercialisation des lots sur la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) du Coteau rend aujourd'hui nécessaire une modification de l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) définie pour ce quartier.

Le plan 1 de l'OAP précise la répartition des logements par ilots. Or, compte tenu des projets d'ores et déjà engagés, il apparaît que les logements seront répartis différemment entre les îlots 1, 2, 3 et 4.

Il est donc proposé de globaliser la répartition des logements des ilots 1 à 4 (Zac du Coteau), des ilots 5 à 7 (tranche 2) et des ilots 8 à 10 (tranche 3). En revanche, le nombre total de logements et le pourcentage de logements sociaux à l'échelle de l'écoquartier restent inchangés.

Extrait de l'OAP actuelle

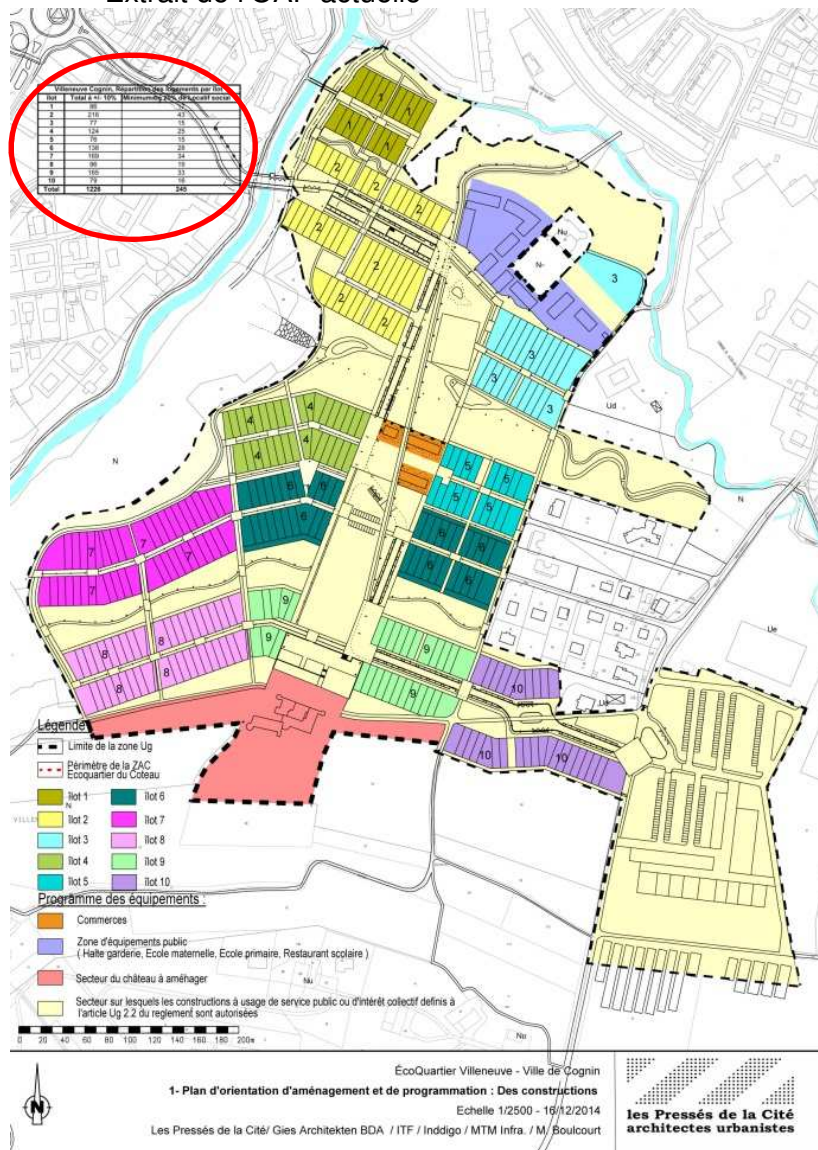
Villeneuve Cognin. Répartition des logements par ilot		
ilot	Total à +/- 10%	minimum de 20 % de locatif social
1	86	17
2	216	43
3	77	15
4	124	25
5	76	15
6	138	28
7	169	34
8	96	19
9	165	33
10	79	16
<b>Total</b>	<b>1226</b>	<b>245</b>

Extrait de l'OAP modifiée

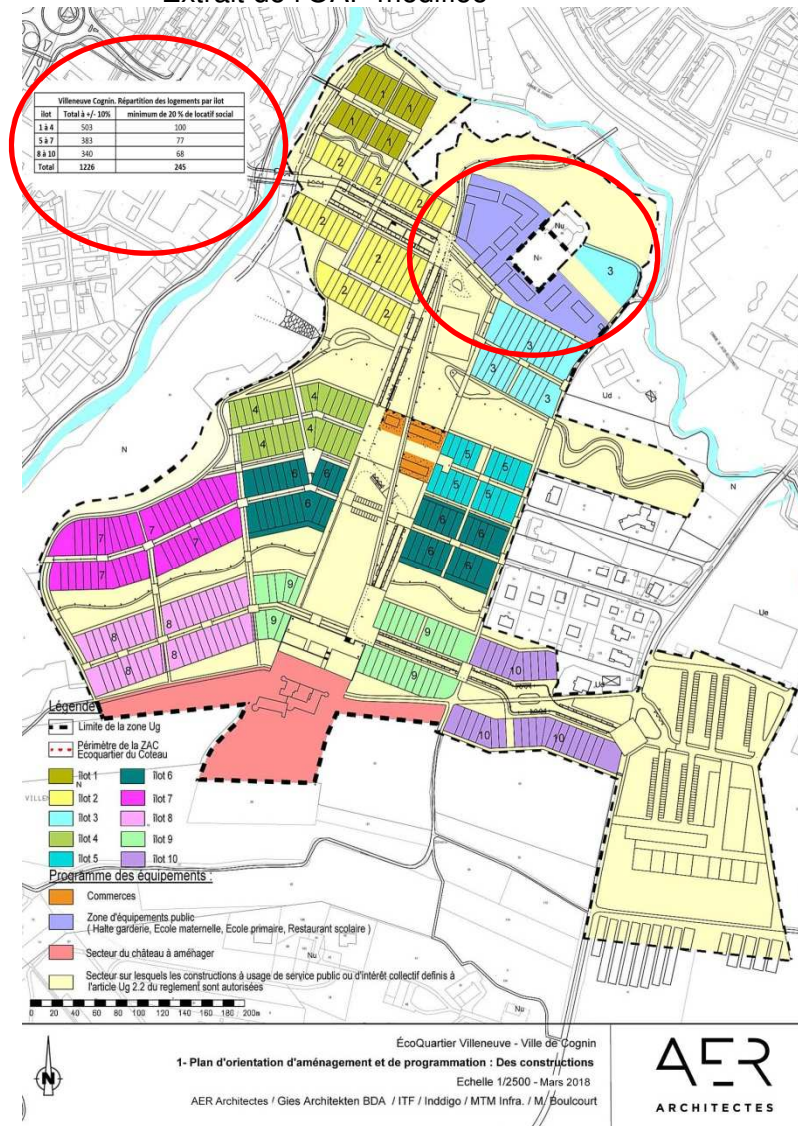
Villeneuve Cognin. Répartition des logements par ilot		
ilot	Total à +/- 10%	minimum de 20 % de locatif social
1 à 4	503	100
5 à 7	383	77
8 à 10	340	68
<b>Total</b>	<b>1226</b>	<b>245</b>

Par ailleurs, afin de tenir compte des modifications des emprises et alignements qui apparaissent sur le document graphique n°2 (voir point suivant de la modification), la zone d'équipements publics est légèrement modifiée sur les trois plans d'OAP et sur le document graphique 3 (plan masse des hauteurs).

Extrait de l'OAP actuelle

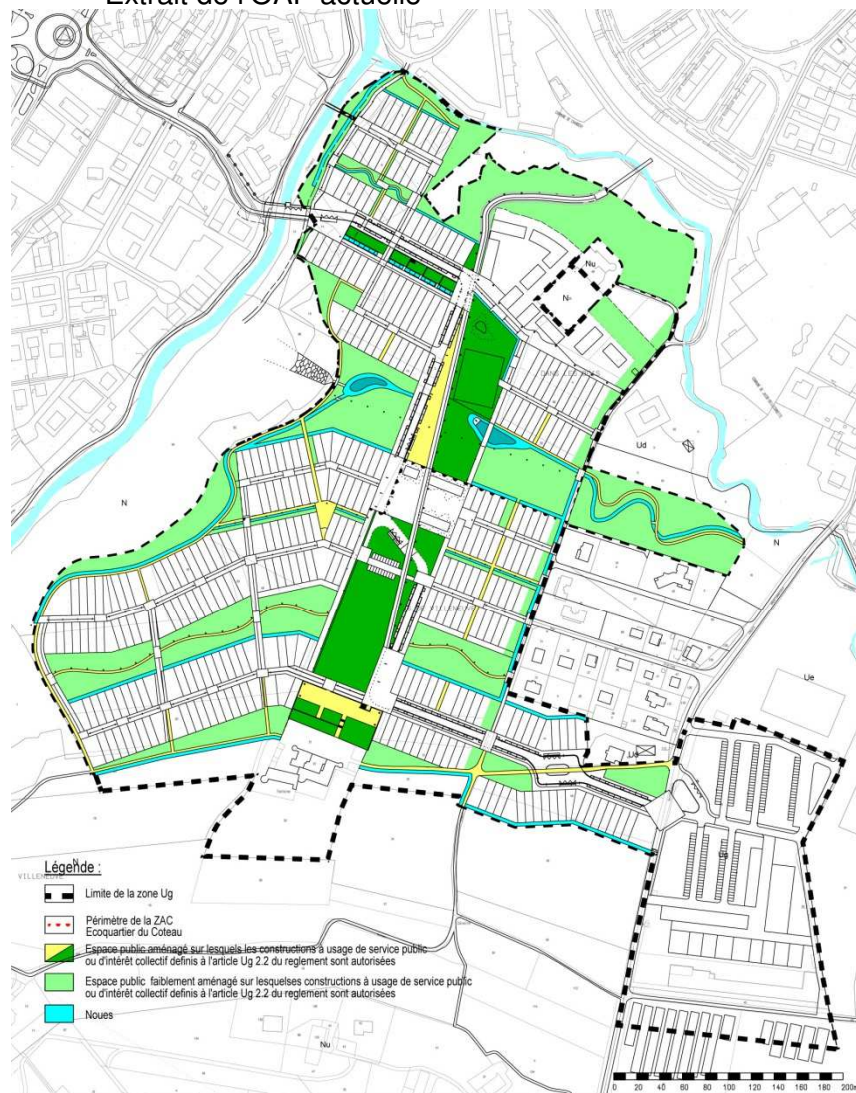


Extrait de l'OAP modifiée





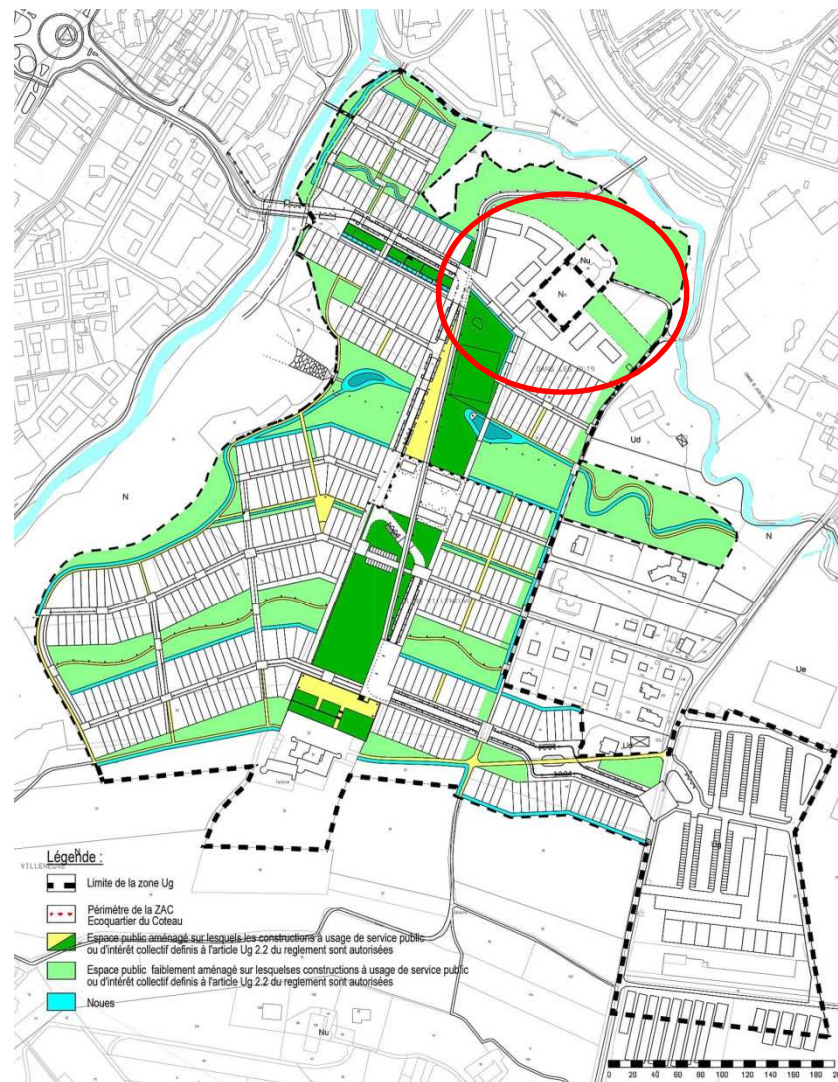
Extrait de l'OAP actuelle



ÉcoQuartier Villeneuve - Ville de Cognin  
2 - Plan d'orientation d'aménagement et de programmation : Des espaces paysagés  
Echelle 1/2500 - 16/12/2014  
Les Pressés de la Cité / Gies Architekten BDA / ITF / Inddigo / MTM Infra / M.Boulcourt

les Pressés de la Cité  
architectes urbanistes

Extrait de l'OAP modifiée



ÉcoQuartier Villeneuve - Ville de Cognin  
2 - Plan d'orientation d'aménagement et de programmation : Des espaces paysagés  
Echelle 1/2500 - Mars 2018  
AER Architectes / Gies Architekten BDA / ITF / Inddigo / MTM Infra / M.Boulcourt

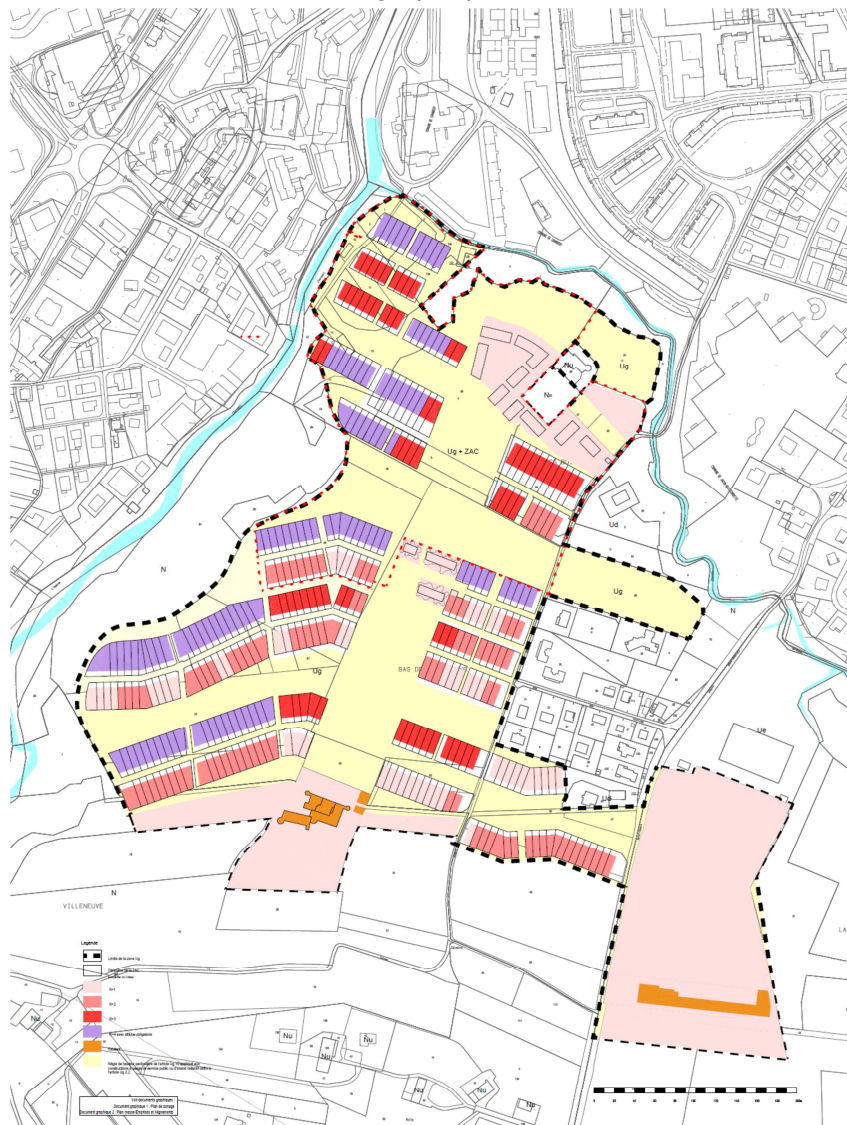
AER  
ARCHITECTES



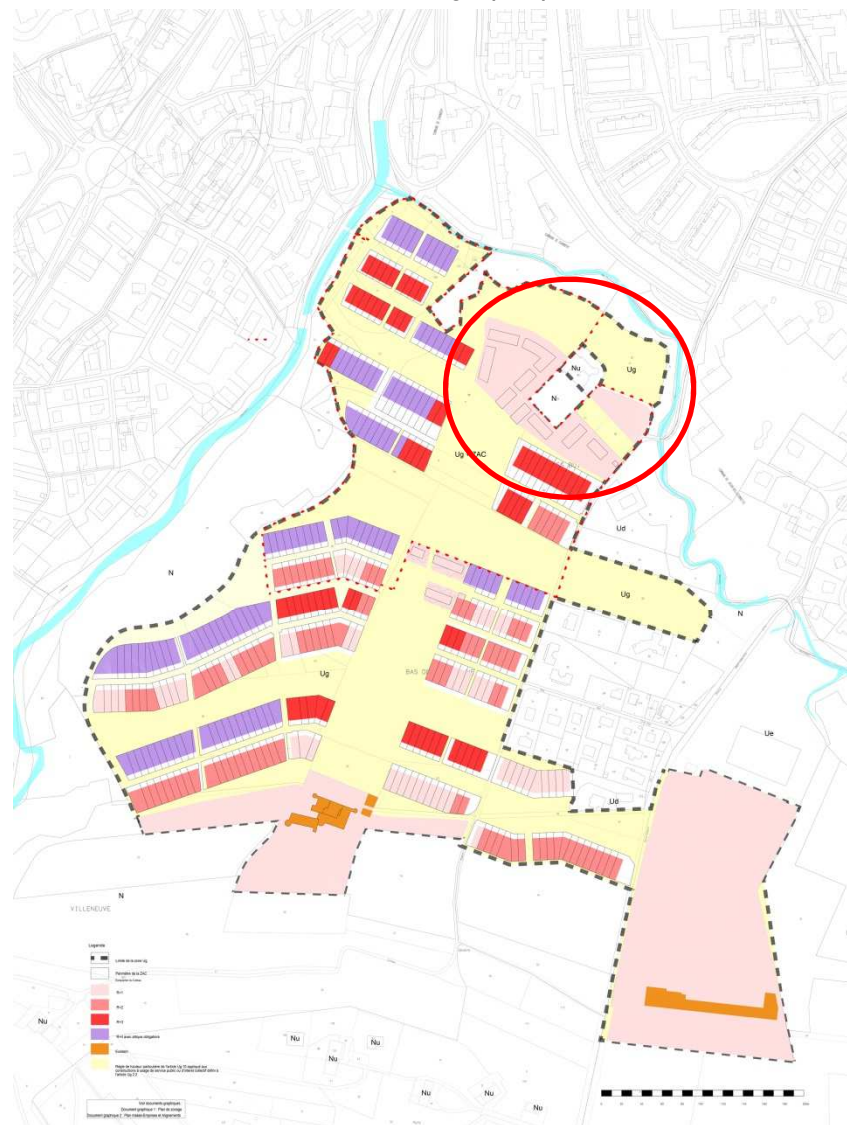




Extrait du document graphique n°3



Extrait du document graphique n°3 modifié





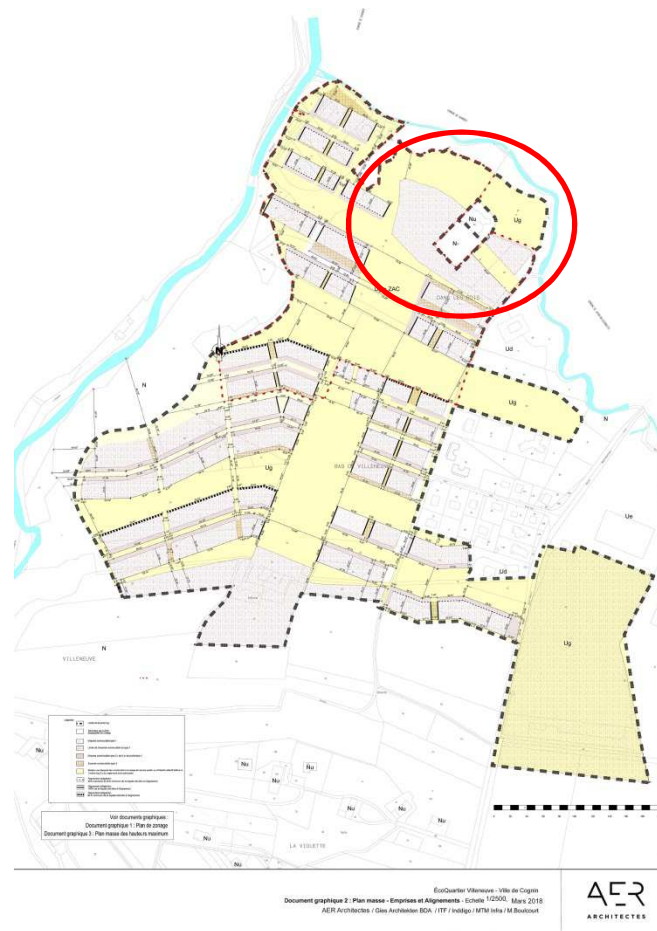
## Modification du document graphique 2 : plan masse – emprises et alignements sur l'ecoquartier Villeneuve

Le règlement de la zone Ug couvrant l'écoquartier Villeneuve se réfère au document graphique n°2 « emprises et alignements » : les constructions doivent respecter les emprises constructibles inscrites dans ce document. Les études préalables à la réalisation de l'école du quartier mettent aujourd'hui en évidence la nécessité de modifier l'emprise qui avait été définie en 2014. Il est donc proposé de modifier le document graphique 2 comme suit :

Extrait du document graphique 2 actuel



Extrait du document graphique 2 modifié



## Tableau d'évolution des surfaces

Seul le règlement écrit du PLU est modifié. Les autres pièces du PLU demeurent inchangées. Par conséquent, le tableau de surface des zones n'est pas modifié dans le cadre de la modification simplifiée n°4 du PLU.

## EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT ET COMPATIBILITE AVEC LE SCOT DE METROPOLE SAVOIE

### Evaluation des incidences sur l'environnement

Le territoire de Cognin ne comprend pas, en tout ou partie, de site Natura 2000. La modification simplifiée n° 4 du PLU:

1. ne change pas les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durable (PADD)
2. ne réduit pas un espace boisé classé (EBC),
3. ne réduit pas une zone naturelle et forestière,
4. ne réduit une protection édictée en raison des risques de nuisances, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels,
5. ne conduit à une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances,
6. ne permet pas la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000.

L'autorité environnementale a été saisie afin de déterminer si la modification simplifiée n°4 du PLU était soumise à évaluation environnementale.

### Compatibilité avec le SCoT Métropole Savoie

Le SCOT Métropole Savoie a été approuvé le 21 juin 2005 et a fait l'objet d'une modification n°1 approuvée le 14 décembre 2013, puis d'une déclaration de projet n°1 approuvé le 17 décembre 2016.

Les orientations du PADD du SCOT sont les suivantes :

- *Le projet pour le développement urbain*
  - ✓ *Se préparer à accueillir 45 000 habitants nouveaux d'ici 2020*

- ✓ *Quel développement économique ? Quelles structures d'accueil ?*
- ✓ *Maîtriser l'étalement urbain, économiser l'espace*
- ✓ *Redéployer l'offre commerciale pour une desserte plus équilibrée*
- ✓ *Le tourisme et les loisirs*
- ✓ *Les grands équipements*
  
- *Le projet pour les déplacements*
  - ✓ *Développer les transports collectifs et les modes alternatifs*
  - ✓ *Le projet pour le réseau routier*
  - ✓ *L'avenir de l'aéroport*
  - ✓ *Les marchandises en ville*
  
- *Le projet pour l'environnement*
  - ✓ *La gestion des espaces naturels et ruraux*
  - ✓ *La gestion des risques*
  - ✓ *Gérer la ressource en eau*

Le présent projet de modification simplifiée n°4 du PLU de Cognin n'a pas d'impact sur les orientations définies par PADD du SCOT. Ainsi, le projet est bien compatible avec le SCOT de Métropole Savoie.